

CHAPITRE I

HISTORIOGRAPHIE, CRITIQUE DES SOURCES ET PROBLÉMATIQUE

1.1. Historiographie des élections générales de 1834 et de 1841

1.1.1. Élections générales de 1834

Pour plusieurs historiens, l'étude de les élections générales de 1834 s'inscrit dans les analyses portant sur les Rébellions de 1837-1838, car ces élections représentent pour plusieurs une étape importante dans le processus menant aux insurrections patriotes. En effet, l'appui ou le rejet des 92 Résolutions adoptées par le XIV^e Parlement du Bas-Canada devient, pour la plupart des historiens, l'enjeu principal de l'élection. Si l'aspect plébiscitaire de l'élection semble faire consensus, les motivations profondes des électeurs, de même que l'interprétation du contexte général des élections ne font pas l'unanimité chez ces derniers. Sur ce point, les interprétations présentées oscillent, selon les auteurs, entre une lutte nationaliste¹, un affrontement ethnique,² et la lutte autour d'idéaux à caractère démocratique³. Pour Fernand Ouellet, l'ensemble de la campagne électorale, outre la recherche d'un appui aux 92 Résolutions, repose principalement sur une lutte nationaliste, dans laquelle l'affirmation ethnique, c'est-à-dire l'affirmation canadienne-française, l'emporte sur les considérations démocratiques, libérales ou réformistes.

¹ Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome IV, p. 38-39, et Fernand Ouellet, *Bas-Canada : 1791-1840 : changements structuraux et crise*, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1976, p. 380.

² Robert Christie, *A History of the Late Province of Lower Canada*, p. 19

³ Helen Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, p. 364-366, et Johanne Muzzo, *Les mouvements réformiste et constitutionnel à Montréal, 1834-1837*.

En 1834, l'ensemble de la situation met davantage en relief une lutte, dont le caractère nationaliste éclate maintenant de toutes parts en dépit des efforts conscients pour le masquer. Même lorsque les individus agitent des principes qui peuvent avoir un sens universel, ils pensent néanmoins la réalité en termes ethniques.⁴

À l'opposé, Helen Taft Manning, inspirée des écrits d'Henry Samuel Chapman, voit davantage une affirmation des volontés réformatrices bas-canadiennes et une diffusion plutôt large des idées démocratiques dans cette élection, notamment en raison de l'appui populaire massif accordé aux représentants patriotes en cette occasion⁵. Pour H.T. Manning, l'explication «nationaliste» est insuffisante, car elle n'explique pas la présence de membres des deux communautés linguistiques au sein de camps opposés lors de cette élection; pour elle, il faut une motivation autrement plus élevée que le ressentiment national pour donner un appui à une cause comme celle des 92 Résolutions⁶. Pour sa part, David DeBrou souligne l'importance de l'appartenance «nationale» et de l'allégeance politique des candidats lorsque les électeurs font le choix de leurs représentants; il n'écarte pas non plus la possibilité d'une combinaison de ces deux facteurs pour influencer la décision finale des électeurs, sans toutefois être en mesure d'indiquer lequel a prépondérance⁷.

La plupart des auteurs s'entendent aussi pour souligner l'importance de l'élection de 1834 en ce qui a trait à la division des camps politiques, voire à la formation de partis; la controverse associée aux 92 Résolutions et l'attitude du Parti patriote à cet égard mettent fin aux ambiguïtés: désormais les individus doivent rejeter ou adhérer aux principes résolutionnaires, il n'y pas vraiment de place pour la neutralité⁸. Cette division peut s'effectuer de plusieurs manières, par la séparation des éléments radicaux et modérés au sein du parti patriote⁹, par le

⁴ Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada : 1791-1840 : changements structureaux et crise*, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1976, p. 360.

⁵ Helen Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, p. 364-366.

⁶ *Ibid.*

⁷ David DeBrou, *Mass political behaviour in Upper-town Quebec, 1792-1836*, p. 398.

⁸ Samuel Delbert Clark, *Movement of Political Protest in Canada, 1640-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1959, p. 278.

⁹ Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada : 1791-1840 : changements structureaux et crise*, p. 330.

divorce entre partisans du «*elective principle*» (Résolutionnistes) et les autres, moins convaincus¹⁰, ou entre membres favorables ou non aux principes «démocratiques»¹¹.

On ne s'entend point non plus sur la structuration et sur l'organisation du parti Patriote. S'agit-il d'un parti organisé dans tous les sens du terme¹², d'un groupe mieux organisé que ses adversaires¹³ ou d'une organisation où le pouvoir du chef n'est pas aussi fort qu'on le laisse croire?¹⁴ Serait-ce plutôt l'adversaire des Résolutions qui résiste plutôt mal à la poussée réformiste¹⁵? Quoi qu'il en soit, les enjeux électoraux paraissent vivement ressentis par les deux groupes et les élections prennent alors la forme d'affrontements rangés -souvent dans une grande violence de part et d'autre- entre les partisans du mouvement «réformiste» et ceux du mouvement constitutionnel¹⁶.

Nous avons relevé un autre point de discordance chez les auteurs étudiés en ce qui a trait au résultat final des élections: même si la victoire est accordée de façon commune aux Patriotes ou Réformistes, tous n'accordent pas la même importance à cette victoire. Pour les uns, il s'agit d'un «balayage» -ou du moins, une victoire d'une «ampleur unique»¹⁷- patriote et des 92 Résolutions, d'un gain des Radicaux sur les éléments modérés¹⁸, d'un appui populaire aux 92

¹⁰ Helen Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, p. 355-373.

¹¹ *Ibid.* p. 365.

¹² Samuel Delbert Clark, *Movement of Political Protest in Canada, 1640-1840.*, p. 281.

¹³ Johanne Muzzo, *Les mouvements réformiste et constitutionnel à Montréal, 1834-1837*, p. 54.

¹⁴ Helen Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, p. 393.

¹⁵ Johanne Muzzo, *Les mouvements réformiste et constitutionnel à Montréal, 1834-1837*, p. 54-64.

¹⁶ *Ibid.*, p.63

¹⁷ Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada : 1791-1840 : changements structureaux et crise*, p. 375.

¹⁸ Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome IV, p.38-39 et Helen Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, p. 362.

Résolutions¹⁹, d'une adhésion à l'idéal démocratique qu'elles représentent²⁰ ou l'avènement d'une démarcation nette entre résolutionnistes et anti-résolutionnistes²¹. Pour d'autres, il s'agit simplement du triomphe d'un groupe ethnique sur un autre²².

1.1.2. Élections générales de 1841

Contrairement à sa contrepartie de 1834, les élections générales de 1841 jouissent d'une assez grande attention de la part des ouvrages de synthèse. Cette attention peut être attribuable en partie au fait que cette élection inaugure d'une certaine façon une nouvelle entité politique connue sous le nom de Province du Canada. Un bon nombre de monographies partent de la proclamation de l'Acte d'Union de 1840 pour asseoir leur analyse de la fondation du Canada moderne²³, et ce faisant, il est difficile d'ignorer les premières élections au sein du nouveau régime.

Si la plupart des auteurs s'accordent pour dire que l'enjeu principal de ces élections repose sur l'approbation ou le rejet par l'électorat bas-canadien de l'Acte d'Union déjà en vigueur, ils s'entendent aussi pour déplorer le sort réservé aux Bas-Canadiens, plus particulièrement aux Canadiens français²⁴, qui paraissent nettement désavantagés par les dispositions du nouveau régime (interdiction du français en Chambre, fusion des dettes provinciales, report de la responsabilité ministérielle suggérée par le rapport Durham, représentation égale malgré une

¹⁹ Johanne Muzzo, *Les mouvements réformiste et constitutionnel à Montréal, 1834-1837*, p. 64.

²⁰ Helen Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, p. 364-366.

²¹ Samuel Delbert Clark, *Movement of Political Protest in Canada, 1640-1840*, p. 278.

²² Robert Christie, *A History of the Late Province of Lower Canada*, p.18-19.

²³ Nous pensons entre autre à J.M. S. Careless, *The Union of the Canadas : the Growth of Canadian Institutions, 1841-1857*, Toronto, McClelland and Stewart, 1967, 256 p., Paul G. Cornell, *The Alignment of Political Groups in Canada, 1841-1867*, Toronto, University of Toronto Press, 1962, 120 p., John Charles Dent, *The Last Forty Years : The Union of 1841 to Confederation*, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1972 (1881), xxiii-306p. etc.

²⁴ Denis Vaugeois, *L'Union des deux Canadas. Nouvelle Conquête?*, Trois-Rivières, Editions du Bien Public, 1962, p. 197.

plus forte population au Bas-Canada, etc.). Les Canadiens semblent alors confrontés à un sérieux dilemme qui les pousse à choisir entre la résignation ou la résistance à l'Acte d'Union. Devant une telle alternative, plusieurs choisissent de résister et c'est alors que semble s'engager une lutte entre deux conceptions de l'avenir colonial: (1) celle qui, après la reconnaissance des problèmes causés par les dernières rébellions, accepte les périls imposés par l'Union²⁵ et cherche à faire progresser les intérêts de tous les Bas-Canadiens en misant sur les perspectives prometteuses que permettraient l'obtention d'un éventuel gouvernement responsable²⁶; (2) celle qui se replie sur la protection de l'identité «nationale» ou constitutionnelle pour faire valoir les intérêts de la population bas-canadienne, et demande le rappel de l'Union²⁷.

Dans cette optique, les partisans de la première option apparaissent comme des politiciens réalistes, calculateurs et prudents²⁸, sachant multiplier les alliances avec les réformistes haut-canadiens²⁹ et qui évitent les confrontations inutiles avec les autorités afin de sauvegarder le statut précaire des Canadiens français³⁰, mais qui savent montrer, en moments opportuns, une résistance inflexible contre l'oppression. À cet égard, Louis-Hippolyte LaFontaine et son fidèle collaborateur Augustin-Norbert Morin représentent les figures de proue de l'approche «réformiste»³¹. D'ailleurs, L.-H. LaFontaine apparaît dans plusieurs monographies comme le vrai leader canadien-français de la période de l'Union, celui qui, tel un

²⁵ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjoncture*, p.444-445

²⁶ J.M.S. Careless, *The Union of the Canadas : the Growth of Canadian Institutions, 1841-1857*, p. 8, Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome V, p. 26, Vincent Joseph Jensen, *La Fontaine and the Canadian Union*, Mémoire de M.A., Toronto University, 1942, p. 36, Jacques Monet, *The Last Cannon Shot. A Study of French-Canadian Nationalism, 1837-1850*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, p. 63 et Elizabeth Nish (dir.), *Racism or Responsible Government: The French Canadian Dilemma of the 1840's* (coll. Issues in Canadian History), Toronto, Copp Clark Publishing Company, 1967 p 2.

²⁷ Elizabeth Nish (dir.), *Racism or Responsible Government*, p. 3.

²⁸ Idée manifeste surtout chez J.M.S. Careless, *The Union of the Canadas*, p. 8-25, Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome V,, p. 11-37 et Jacques Monet, *The Last Cannon Shot*, p. 74-83.

²⁹ Stephen Kenny, *Cultural Patterns in the Union of the Canadas: The First Decade*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université d'Ottawa, 1979, p. 22.

³⁰ J.M.S. Careless, *The Union of the Canadas*, p. 8-25, Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome V,, p. 11-37 et Jacques Monet, *The Last Cannon Shot*, p. 74-83.

³¹ Antoine Gérin-Lajoie, *Dix ans au Canada de 1840 à 1850*, p. 69.

sauveur, réussit à faire quelque chose d'acceptable d'un projet qui, à l'origine, est inique et injuste envers le peuple bas-canadien³². Toutefois, selon Elizabeth Nish, l'importance de LaFontaine dans la résistance au nouveau régime est un peu exagérée, probablement en raison de son rôle joué dans l'obtention de la responsabilité ministérielle ou des propos flatteurs à son égard, lors de ses témoignages ultérieurs sur la période de l'Union.

For LaFontaine, these were not merely historical interpretations, but the basis of his own political philosophy and practical policies. That the politician should ignore or deride his opponent's views and policies and glorify his own is entirely understandable. But the historiography which makes his partisan opinions the basis of an important historical interpretations overlooks much, and offers a very distorted view of the Union period.³³

La deuxième vision, défendue principalement par Denis-Benjamin Viger à Montréal et John Neilson à Québec, cherche à contrer les effets iniques de l'Union par la défense des intérêts nationaux canadiens-français ou des acquis constitutionnel conférés par l'Acte constitutionnel de 1791. Bien que ces derniers, particulièrement John Neilson, se chargent de mener formellement la campagne contre l'Union³⁴, leur influence demeure limitée à la campagne électorale inaugurale, en raison notamment de leur réticence à la notion de «gouvernement responsable»³⁵, et s'efface graduellement au profit des défenseurs des «réformes».

Par ailleurs, la majorité des études portant sur l'Union font état de l'intervention manifeste du gouverneur de la Province du Canada, Lord Sydenham, dans la mise en oeuvre et la réalisation de l'Union au Canada, plus particulièrement, en ce qui concerne le déroulement des élections générales de 1841. Le mandat de celui-ci est assez clair : prendre tous les moyens pour s'assurer que l'Acte d'Union soit une réussite au Canada³⁶. Devant l'opposition à l'Union,

³² L.-P. Turcotte, *Le Canada sous l'Union, 1841-1867*, p. 59-61.

³³ Elizabeth Nish (dir.), *Racism or Responsible Government*, p. 3.

³⁴ Michael E. McCulloch, *Pavilion'd Upon Chaos*, p.59

³⁵ Michael E. McCulloch, «The Death of Whiggery: Lower-Canadian British Constitutionalism and the *tentation de l'histoire parallèle*», p. 205.

³⁶ Philip Goldring, *British Colonist and Imperial Interest in Lower Canada, 1820 to 1841*, p. 273, et Michael E. McCulloch, *Pavilion'd Upon Chaos. English-Speaking Liberals in Canada East, 1840-1854*, p. 58-59.

avec comme principaux chefs de file John Neilson, Augustin-Norbert Morin et Louis-Hippolyte LaFontaine, Lord Sydenham devait tout tenter pour mener l'entreprise à bien³⁷. L'intervention de Sydenham, même si elle n'est pas directe, est sans équivoque car celui-ci ne laisse rien au hasard : choix des candidats, disqualification d'électeurs, réorganisation des limites électorales de certaines circonscriptions, déplacement des bureaux de scrutins hors des centres de population, corruption, patronage politique, intimidation armée, violence «organisée», etc³⁸. Les récriminations de Louis-Hippolyte LaFontaine, candidat défait dans Terrebonne, semblent être justifiées³⁹; même des contemporains, sympathiques au rôle du gouverneur, ne peuvent nier son intervention ou celle de son organisation dans la défaite de son principal adversaire⁴⁰. Cependant, la nécessité d'une telle intervention ne trouve pas le même écho selon les auteurs. Ainsi, certains trouveront son implication justifiée malgré certaines violences déplorables⁴¹, même normale en raison des enjeux d'une telle élection⁴²; d'autres la trouveront carrément injuste ou inexcusable, voire indigne⁴³.

Les résultats de cette élection laissent encore beaucoup de place à l'interprétation chez les auteurs. La plupart d'entre eux partagent l'avis que Lord Sydenham a remporté son pari, c'est-à-dire qu'il a pu s'assurer une majorité favorable à l'Union pour l'ensemble de l'Assemblée législative de la Province du Canada. Toutefois, son triomphe au Bas-Canada s'avère modeste

³⁷ J.M.S. Careless, *The Union of the Canadas : the Growth of Canadian Institutions, 1841-185.*, p. 8., Paul G. Cornell, *The Alignment of Political Groups in Canada, 1841-1867*, p. 4., Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome V, p. 19, Antoine Gérin-Lajoie, *Dix ans au Canada de 1840 à 1850*, p. 69, Michael E. McCulloch, *Pavillon'd Upon Chaos*, p. 61-87.

³⁸ Voir à ce sujet le texte de Irving Martin Abella, «The "Sydenham Election" of 1841», *Canadian Historical Review*, vol. XLVII, (décembre 1966), p. 326-343, et Michael E. McCulloch, *Pavillon'd Upon Chaos*, p. 108-109

³⁹ L.-H. LaFontaine, «Lettre aux électeurs du comté de Terrebonne», p. 2.

⁴⁰ J.C. Dent, *The Last Forty Years*, p. 20 et John Richardson, *Eight Years in Canada*, 195 p.

⁴¹ *Ibid.* et Mason Wade, *The French-Canadians, 1760-1945*, Toronto, MacMillan, 1955, p. 225.

⁴² I.M. Abella, «The "Sydenham Election" of 1841», p. 327-328, J.M.S. Careless, *The Union of the Canadas*, p. 41, Michael E. McCulloch, *Pavillon'd Upon Chaos*, p. 58-59, et Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada : 1791-1840 : changements structureux et crise*, p. 532.

⁴³ L.-P. Turcotte, *Le Canada sous l'Union, 1841-1867*, p. 61.

puisqu'il ne peut empêcher l'élection de vingt-trois députés opposés à l'Union, sur une possibilité totale de quarante-deux.

Même si l'opposition au régime proposé est identifiée par à peu près tous les auteurs, la définition des camps politiques, ou encore de partis, comme organisations politiques défendant une position précise (sur l'Acte d'Union entre autres), est beaucoup plus floue. En effet, certains auteurs posent la question en termes d'opposition ou d'approbation. À quoi? À Lord Sydenham d'une part⁴⁴ ou à l'Union d'autre part⁴⁵. Ce qui n'empêchera pas l'apposition de vocables tels «libéraux» ou «réformistes» aux opposants de l'Union et celui de «conservateurs» ou «Tories» aux unionnaires. Enfin, l'existence d'un «bloc canadien-français» (contre l'Union) est aussi un autre groupement retenu par quelques auteurs⁴⁶. Ainsi identifiés, il y aurait au moins trois types différents d'affrontements lors de cette élection : un premier basé sur le rejet ou l'appui de l'Acte d'Union, un deuxième portant sur des idéologies politiques (libéralisme, conservatisme) et un troisième à saveur purement ethnique. Même si ce type d'affrontement pourrait sembler facile à rejeter, certaines études récentes tendent à démontrer que les camps en présence ont eu recours à l'argumentation de type national pour obtenir des votes supplémentaires⁴⁷. Y a-t-il trois enjeux distincts lors de l'élection générale de 1841 ou les trois ensembles de considérations se côtoient-ils de façon simultanée durant le déroulement du scrutin? L'état actuel de historiographie canadienne ne donne pas de réponse claire à cette question, peut-être serons-nous à même d'amener quelques éclaircissements à ce sujet à la conclusion de notre étude.

1.2. Critique des sources

⁴⁴ I.M. Abella, «The "Sydenham Election" of 1841», p. 343 de même que J.C. Dent, *The Last Forty Years*, p. 22, Thomas Chapais parlera de favorables et de contre Lord Sydenham, *Cours d'histoire du Canada*, tome V, p. 20, et Adam Shortt de membres acquis au Gouverneur, *Lord Sydenham*, Toronto, Morang & Co., 1908, p. 291.

⁴⁵ P.G. Cornell, *The Alignment of Political Groups in Canada, 1841-1867*, p. 3-7.

⁴⁶ J.C. Dent, *The Last Forty Years*, p. 22, et Adam Shortt, *Lord Sydenham*, p. 291.

⁴⁷ David De Brou, «The Rose, the Shamrock and the Cabbage : the Battle for Irish Voters in Upper-town Quebec, 1827-1836, et Michael E. McCulloch, *Pavillon'd Upon Chaos*, p. 100-120.

1.2.1. Journaux

Une des meilleures façons de suivre les actualités entourant le déroulement des élections générales de 1834 et de 1841, est de lire des journaux de l'époque, principaux témoins d'une réalité économique, sociale et politique. Non seulement une lecture attentive des journaux donne la chance au chercheur d'identifier les principaux débats et enjeux présentés lors des deux élections, mais elle permet aussi de mesurer l'importance d'un sujet, en raison de l'énonciation d'une nouvelle, de l'importance accordée à un événement, de la répétition de certaines informations, de la récurrence d'une thématique ou d'un type d'information, de l'emplacement d'une nouvelle et de l'espace accordé à celle-ci. De plus, l'étude de journaux d'orientations idéologiques et politiques différentes permet de confronter les visions antagoniques et de se faire une idée plus juste de la teneur réelle d'un débat sur une question.

Néanmoins, ce type de source comporte aussi des inconvénients. Entre autres, les journaux de l'époque étudiée sont très politisés, voire partisans d'une cause ou d'une autre. Ils défendent une ou des causes précises. Dans cette mesure, certaines informations peuvent être grossières ou amoindries, exagérées, -voire déformées- pour embellir les thèses défendues par la rédaction d'un journal ou pour réduire l'importance des arguments présentés par les journaux rivaux, ou carrément ignorées lorsqu'elles risquent de contrevenir à l'allégeance politique et idéologique de la publication en question.

Pour les besoins de la présente étude, nous avons dépouillé les principaux journaux de langues anglaise et française disponibles pour les années 1834 et 1841, à Montréal, Québec et Sherbrooke. Pour l'élection de 1834, nous avons lu systématiquement les journaux parus du 1^{er} octobre au 31 décembre, soit respectivement près deux semaines avant le début de la campagne officielle et quelques semaines après l'issue du scrutin. Pour l'élection générale de 1841, nous avons examiné les journaux du 1^{er} décembre 1840 au 30 avril 1841, soit respectivement un mois avant la possible entrée en vigueur de l'Union (et l'imminence des élections générales pressentie par les contemporains), et le moment où l'issue des élections est confirmée par tous les journaux.

1.2.2. Textes contemporains

Pour nous faire une meilleure idée des positions défendues par les camps respectifs, nous avons consulté certaines oeuvres d'auteurs contemporains (tel Peter Burnet, L.-H. Lafontaine, *Relations historiques...*), mais aussi des textes de divers comités politiques, représentatifs d'une vision particulière. Pour l'élection de 1834, la *Lettre aux électeurs du Quartier-Ouest de Montréal*, parue dans à peu près tous les journaux de l'époque, le texte fondateur de *l'Association constitutionnelle de Québec*⁴⁸ et, en 1841, la *Lettre des électeurs de Québec qui désapprouvent l'Acte pour réunir les deux provinces* ont été d'un secours très appréciable pour mieux comprendre les enjeux immédiats.

1.2.3. Documents officiels

Par ailleurs, la consultation de textes «officiels», c'est -à-dire des documents en provenance d'une autorité établie, qu'elle soit métropolitaine (Couronne, gouvernement britannique) ou coloniale (Gouverneur, Conseils, Assemblée législative) permet d'éclairer les circonstances et la teneur de certaines décisions, en vertu des contextes en vigueur.

À cet égard, nous avons consulté la version annotée du texte des 92 Résolutions de Narcisse-Eutrope Dionne⁴⁹ et le rapport de Jacques Viger sur l'adoption de celles-ci au XIV^e Parlement⁵⁰ afin de mieux comprendre l'élément central des élections générales de 1834. De plus, la consultation du *Statut provincial du Bas-Canada* a été nécessaire pour la compréhension

⁴⁸ «Déclaration des causes auxquelles l'Association Constitutionnelle de Québec doit sa naissance, et des objets pour lesquels elle a été formée», *Gazette de Québec*, 13 décembre 1834, p. 1.

⁴⁹ Narcisse-Eutrope Dionne, «Les 92 Résolutions», *Les trois comédies du statu quo, 1834*, Québec, Laflamme et Proulx, coll. Galerie historique, 1909, p. 127-253..

⁵⁰ Archives du séminaire de Québec, Fonds Verreau (Man 019), Jacques Viger, *Quelques notes au sujet - "des 92 Résolutions sur l'État de la Province du Bas-Canada"- votées par la Chambre d'Assemblée les 19, 20 & 21 Février 1834, -de "l'Adresse au Roi et des Requêtes au Parlement Impérial"- fondées sur ces Résolutions et agréées par la même Chambre le 1^{er} Mars suivant, -des votes des Membres de la Chambre sur ces Résolutions aux jours sus-mentionnés-, et de "l'Élection Générale" qui a suivi la dissolution du 14^e Parlement Provincial par la Proclamation du Gouverneur Général (Lord Aylmer) du 9 Octobre 1834*, p. 17-24.

de la modification de la loi électorale en 1834 alors que les *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada* et les *Journaux du Conseil Législatif du Bas-Canada* ont permis de vérifier les requêtes et pétitions déposées auprès des autorités à la suite des élections générales.

Pour les élections générales de 1841, le texte de la Proclamation d'Union, les *Journals of the Legislative Council of the Province of Canada* (Rapport du Comité Spécial de l'Assemblée sur le Bill des Élections contestées) et la correspondance officielle entre le Gouverneur Lord Thomson et le Colonial Office⁵¹ font partie des documents consultés pour une meilleure compréhension du contexte général des élections.

Par ailleurs, l'analyse de l'élection de 1834 est simplifiée par la connaissance du document intitulé *Élection générale des membres de la Chambre d'assemblée du XIV^e Parlement Provincial du Bas-Canada, 1834*⁵², écrit par Jacques Viger, directeur de scrutin pour la circonscription du Quartier-Est de Montréal en 1834. Dans ce relevé, chaque circonscription bas-canadienne est inscrite, avec la mention des candidats (élus ou non) et de leur allégeance politique au moment du scrutin (s'il ont voté pour ou contre les 92 Résolutions), le directeur de scrutin en fonction, le nom des anciens membres de la Chambre qui n'ont pas sollicité un nouveau mandat, l'allure du vote au jour le jour (nombre de voix obtenues par chaque candidat), l'emplacement des *polls*⁵³ (seulement pour les comtés où il y a plus d'un endroit où voter) et les conditions d'élection (élection «par acclamation», abandon, protêt, décision personnelle du directeur de scrutin). Les informations consignées dans ce document le sont avec un tel soin que l'on peut les utiliser.

⁵¹ Paul Knaplund (dir.), *Letters from Lord Sydenham, Governor-General of Canada, 1839-1841 to Lord John Russel*, Clifton, Augustus M. Kelley Publishers, 1973 (1931), 185p et «Correspondance Relative to The Affairs of Upper and Lower Canada, 1840, Vol. XIII», *Irish Univerity Press Series of British Parliamentary Papers*, Shannon (Ireland), Irish University Press, 1969.

⁵² Archives du séminaire de Québec, Fonds Verreau (Man 019), Jacques Viger, *Élection générale des membres de la Chambre d'Assemblée du XV^e Parlement Provincial du Bas-Canada, 1834*, p. 75-84.

⁵³ Bien que l'utilisation de «bureau de vote» soit maintenant privilégiée, nous préférons utiliser le terme anglais *poll* qui désigne aussi l'action par laquelle on comptait les têtes des électeurs présents, comme ce fut le cas aux élections générales de 1834 et de 1841. Jean-Charles Bonenfant, «Préface», *Vocabulaire des élections*, Cahiers de l'Office de la langue française, n° 5, Gouvernement du Québec, 1977 (1970), p. 5.

1.3. Problématique

Même si les études sur la période entourant les Rébellions de 1837-1838 ou sur l'Union sont nombreuses, peu d'entre elles examinent le passage du régime institué par l'Acte Constitutionnel de 1791 à la nouvelle entité politique instaurée par l'Union des Canadas. Pourtant, cette transition politique a probablement provoqué, au sein de la population bas-canadienne, certaines modifications dans ce qu'on appelle l'opinion publique. À cet égard, nous entendons analyser les transformations observables de l'opinion bas-canadienne occasionnées par le changement de régime politique, en reliant l'élection générale de 1841 sur celle de 1834. Par cette approche, nous croyons être en mesure de constater l'évolution survenue dans ou reculs survenus durant cet intervalle de sept années. Bien qu'un ensemble d'éléments soient à considérer au cours de cette comparaison, nous privilégierons l'étude des problèmes liés aux enjeux politiques et identitaires pour les fins de notre analyse, sans toutefois nier les enjeux économiques ou sociaux qui ne sont pas ici objets d'attention.